

NB : tout dossier incomplet à la date de fermeture des candidatures sera déclaré irrecevable. Nous conseillons donc - considérant le grand nombre de candidatures à traiter - de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre dossier, afin de permettre son complément si besoin

Poste à pourvoir

Type de contrat : **CDD LRU enseignant-chercheur** au titre de l'article L954-3 du code de l'éducation

Quotité de temps de travail : **100 %**

Collège Droit Science Politique Economie Gestion - DSPEG

Faculté de droit et science politique

Département de recherche : **DETS**

Laboratoires : Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (**CERCCLE**), Centre de recherche et de documentation européennes et internationales (**CRDEI**) ou Institut Léon Duguit (**ILD**)

Section CNU : **02 – Droit public**

Intitulé du profil : **Droit public**

Date de début du contrat : **01/09/2026**

Rémunération proposée : **INM 479** soit une rémunération mensuelle brute de 2 358,01 €

Profil enseignement

Volume horaire d'enseignement sur la durée du contrat :

128h CM ou 192HETD

Filières de formation concernées :

L1, L2, L3, M1, M2 / Droit et AES

Matières enseignées :

Toutes matières de droit public, notamment droit fiscal, droit de la fonction publique, justice administrative, institutions administratives.

Polyvalence attendue des candidats : capacité à assurer des CM comme des TD, dans des disciplines diverses.

Objectifs pédagogiques : Pourvoir aux besoins d'enseignements en droit public, en Licence et en Master, sur les sites de Pessac, Agen et Périgueux. Mobilité à prévoir sur les différents sites géographiques de la Faculté.

Profil recherche

Description du projet de recherche :

La personne recrutée aura vocation à contribuer au développement des différents programmes de recherche portés par le CERCCLE (1), le CRDEI (2) ou l'ILD (3).

1) Au CERCCLÉ, la personne recrutée devra prendre part et s'impliquer dans les activités et travaux menés dans le champ des quatre axes de recherche de l'unité : Théorie et pratiques constitutionnelles comparées (La globalisation des droits ; Méthode et pensée de la comparaison du droit) ; Etat et mutations institutionnelles (Etat et droit des outre-mer ; Représentation et démocratie ; Pouvoir juridictionnel dans l'Etat) ; Systèmes de protection des droits et des libertés (Justice constitutionnelle et contentieux ; Systèmes de protection régionale des droits de l'Homme) ; Dynamiques constitutionnelles dans les espaces francophones (Constitutionnalisme et crises ; Sources du droit et pluralisme juridique). Elle appuiera aussi la réflexion menée au sein de l'unité sur la construction d'un axe "Surveillance en démocratie et libertés fondamentales", à l'aune des nouvelles technologies de surveillance et communication, et contribuera, à cet égard, à appuyer la réflexion sur la pérennisation de l'Observatoire de surveillance en démocratie (initialement constitué dans le cadre du projet RIE), en étant force de proposition sur les formats possibles pour l'avenir et sur les schémas de recrutement envisageables d'une personne en charge de l'animation. La personne recrutée devra s'impliquer dans la vie du laboratoire, et notamment prendre part aux différentes activités d'animation et de recherche qui sont développées (« Les Rendez-vous du CERCCLÉ », séminaires (dont les séminaires organisés par les docteurs et doctorants), colloques, conférences d'actualité...). A cet égard, elle devra s'investir dans l'organisation des prochains cycles de conférences d'actualité, dans l'organisation du prochain séminaire d'échange avec le service juridique du Conseil constitutionnel (dans le cadre de la convention de partenariat CERCCLÉ-Conseil constitutionnel) et, plus généralement, appuyer l'équipe du laboratoire dans l'accueil des professeurs étrangers en séjour au sein de l'unité et des personnalités invitées (membres des Hautes juridictions et particulièrement du Conseil constitutionnel, représentants des institutions politiques,...). Le laboratoire portant aussi des manifestations avec d'autres unités du périmètre du département DETS, dans le cadre d'appels à projets (Région, MSH, Fondations...), la personne recrutée devra s'investir dans l'aide au montage de ces projets et y prendre part. Elle pourra enfin appuyer le CERCCLÉ dans le travail de publication de colloques ou d'ouvrages scientifiques.

2) Au CRDEI, la personne recrutée a vocation à intégrer ses recherches au sein de l'un ou de plusieurs des axes du Centre de Recherche et de Documentation Européennes et Internationales : Ressources, espaces, environnement ; Circulation, mobilité, migration ; Différends, conflictualités, contentieux ; Droits, libertés, valeurs. Ceux-ci réunissent, de manière transversale et en lien avec les thématiques du Département Droit et Transformations sociales (DETS), différents champs du droit international public ou privé et des droits européens (Conseil de l'Europe et Union européenne) : droits de la concurrence, des investissements, du marché intérieur, des relations extérieures, des transports, de l'environnement, des étrangers, des conflits armés, des contentieux européens et international...

Elle devra également s'investir dans les événements ponctuels ou les projets de recherche (co-)portés par le CRDEI, notamment dans le cadre du Réseau Régional de Recherche Nouvelle Aquitaine « Europe droit et action public ».

3) A l'ILD, la personne recrutée aura vocation à contribuer au développement des différents programmes de recherche portés par l'Institut. Ceux-ci interrogent, en cohérence avec les axes du Département DETS, les transformations qui affectent le droit administratif. Il s'agira ainsi de nourrir une dynamique de recherche transversale investissant les terrains du droit de la santé, du droit des collectivités territoriales, du contentieux administratif ou encore des finances publiques. Il est encore attendu de la chercheuse ou du chercheur recruté.e qu'elle ou il s'investisse dans le cadre des événements récurrents portés par l'Institut Léon Duguit, à l'instar des Journées ILD – Finances publiques, ou ILD – Juridictions administratives bordelaises, qui sont l'occasion d'échanges notamment avec les magistrats financiers et administratifs des juridictions administratives et financières locales. Enfin, il est attendu de la chercheuse ou du chercheur recruté.e qu'elle ou il soit force de proposition pour l'organisation de projets de recherche et ce, notamment, au soutien ou en collaboration avec les doctorants de l'Institut Léon Duguit.

Profil recherché :

Diplôme exigé : Doctorat

Compétences requises : Capacité à prendre en charge tout enseignement de droit public

Contacts

Contact pédagogique : Baptiste TRANCHANT (président de la Section de droit public) – baptiste.tranchant@u-bordeaux.fr

Contacts recherche : Sylvain NIQUEGE (directeur ILD) - sylvain.niquege@u-bordeaux.fr ; **Alexis MARIE** (directeur CRDEI) – alexis.marie@u-bordeaux.fr ou **Fabrice HOURQUEBIE** (directeur CERCCLÉ) fabrice.hourquebie@u-bordeaux.fr

Modalités de candidature

Votre dossier de candidature sera constitué des documents suivants :

- Curriculum Vitae
- Lettre de motivation
- Copie du (ou des) diplôme(s) exigé(s)
- Copie d'une pièce d'identité

Il devra être transmis à l'établissement **EXCLUSIVEMENT SOUS FORMAT NUMERIQUE COMPRESSE (.zip)**, au plus tard le 20 avril 2026 à 16h (heure de Paris), en le déposant dans l'application ouverte à cet effet : <https://www.iut.u-bordeaux.fr/agdor> et en sélectionnant la campagne « **2026 CAMPAGNE CDD LRU EC** » sous la structure de rattachement "**Collège Droit Science Politique Economie Gestion**".